



ARRETE MUNICIPAL PM-080-2024

Portant autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boisson

Le Maire de la Roquebrussanne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.3321-1 à L.3355-8,

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant réglementation de la police générale des débits de boissons,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var,

Vu qu'aucune autorisation a été obtenue dans l'année,

CONSIDERANT la demande de Madame QUI Karine, vice-présidente de l'association « NAHEI » pour l'ouverture d'un débit de boissons temporaire le samedi 30 mars 2024 à l'occasion d'un gala de danse Tahitienne,

CONSIDERANT qu'il importe de soutenir le secteur associatif en appuyant les différents évènements organisés.

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'association « NAHEI » est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire des groupes un à trois le samedi 30 mars 2024 de 18h00 à 23h00, dans la salle René AUTRAN à La Roquebrussanne (83136).

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article L.3321-1 du Code de la Santé Publique, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 à 3 tel que le définit comme suit :

- Groupe 1 : Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ;
- Groupe 3 : Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le pétitionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

L'association « NAHEI » veillera à préserver les droits des tiers, sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de son activité. Elle veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des pétitionnaires.

ARTICLE 4 :

Cet arrêté n'ouvre pas dérogation à l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département du Var.

Par ailleurs, il est rappelé à l'organisateur les termes de l'article R3353-2 du Code de la Santé Publique stipulant que :

« Le fait pour les débitants de boissons de donner à boire à des gens manifestement ivres ou de les recevoir dans leurs établissements est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe. »

Ainsi que l'article R.3353-1 de Code de la Santé Publique stipulant que :

« La vente des boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics. La personne qui délivre la boisson exige du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

L'offre, à titre gratuit ou onéreux, à un mineur de tout objet incitant directement à la consommation excessive d'alcool est également interdite. Un décret en Conseil d'Etat fixe les types et les caractéristiques de ces objets. »

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 6 :

Monsieur le maire de La Roquebrussanne, monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roquebrussanne, le jeudi 14 mars 2024

Le Maire,
Michel GROS

